



Comment la migration régulière peut réduire la migration irrégulière

par Maria Joao Rodrigues, FEPS President

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. D'après l'Organisation internationale pour les migrations, les arrivées des migrants en Europe par voie maritime ont décliné depuis l'année dernière. Il n'est plus possible de se cacher derrière le prétexte de la « crise » pour justifier l'incapacité politique ou le manque de volonté de l'UE et de ses États membres pour y faire face d'une manière efficace et humaine. Cependant, dans l'Union européenne, le débat empoisonné sur les migrations a été extrêmement désagréable en 2018 et l'arrivée, dans les premières semaines de l'été, d'un autre bateau rempli de personnes désespérées fuyant des situations dramatiques a servi d'excuse aux querelles sur les responsabilités, déclenchées notamment par le changement de gouvernement en Italie et le revirement de la politique migratoire de Rome, qui est passée d'une approche accueillante - bien qu'imparfaite - à la fermeture des ports.

Des vies ont été sauvées, ainsi que l'honneur européen, grâce à une initiative courageuse prise par le gouvernement socialiste de Pedro Sanchez.

La migration continue à être un débat qui divise beaucoup dans l'UE. Dans certains cas, elle devient même une obsession collective, nourrie par les nombreuses perceptions erronées qui l'entourent et en raison de la propagande soutenue sur les médias traditionnels et sociaux. Dans certains pays européens, les partis populistes et de droite ont, jusqu'à présent, réussi à détourner le débat sur la migration en dressant leurs propres portraits où ils figurent en tant que gardiens infatigables des identités et des territoires nationaux face à « l'invasion des migrants » et en remplissant de plus en plus leurs discours politiques avec des accents xénophobes et racistes.

Ces dernières années, l'UE a entrepris des étapes importantes en organisant une frontière

européenne, en luttant contre les trafiquants et leurs réseaux et ainsi que dans la prévention contre l'immigration clandestine. Un partenariat de développement crédible avec l'Afrique est crucial, mais une approche globale exige d'augmenter les possibilités légales pour que les migrants arrivent dans l'UE, pour empêcher les décès en mer et les flux irréguliers, pour lutter contre l'exploitation des travailleurs migrants et le dumping social qui en résulte, et cela implique l'adoption de politiques d'intégration cohérentes qui favorisent la cohésion sociale et empêchent les tensions.

Une politique européenne en matière de migration basée sur les principes progressistes du respect des droits humains, de la dignité humaine et de la solidarité est possible si elle se fonde sur une appréhension plus profonde du phénomène et s'éloigne d'une approche orientée sur la sécurité. Il est évident que notre/nos identité(s) européenne(s) devrait/devraient être respectée(s), mais cela est compatible avec une société ouverte qui assure la protection des demandeurs d'asile et qui compte sur une politique globale pour la gestion de la migration.

L'adoption en décembre prochain du Pacte mondial sur les migrations promu par l'ONU offrira une occasion formidable de construire une vaste coopération internationale autour de la gestion et de l'administration de la migration. C'est une chance pour la coopération et pour nourrir un changement politique que les forces progressistes européennes devraient saisir avec enthousiasme. Un premier test arrivera en Europe lorsque, au-delà des accords bilatéraux pour affronter les urgences, le système dépassé de Dublin sera remplacé par un véritable système d'asile européen.